



RENDU EXECUTOIRE LE

- 1 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 14/11/2022

Reçu en préfecture le 14/11/2022

Publié le

SLO

ID : 086-228600011-20221114-22_A_SE_0319-AR

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0319

du **14 NOV. 2022**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

fixant une dotation complémentaire 2022 au titre
des surcoûts énergétiques pour les interventions
réalisées par l'APEF – Familles Rurales

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la délibération du 23 septembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne relative aux mesures exceptionnelles pour faire face à l'inflation dans les établissements et services autorisés par le Département, secteurs personnes, personnes handicapées et de l'enfance ;

CONSIDERANT la volonté du Département de la Vienne d'apporter son soutien pour les 4 derniers mois de l'année 2022 aux Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile accompagnant des personnes âgées et handicapées et au titre de l'APA et la PCH, qui doivent faire face à l'inflation des coûts énergétiques des matières premières ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre de la mesure exceptionnelle relative à l'inflation et au titre de l'APA et la PCH, une dotation complémentaire et exceptionnelle 2022, est allouée à l'APEF-Familles Rurales pour un montant de 1 896 €.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.
Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois

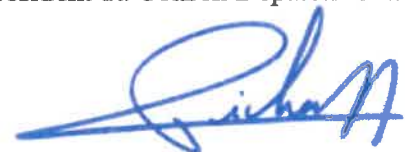
à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc **d'un mois** à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **14 NOV. 2022**

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Pichon', is written over a horizontal line.

Alain PICHON